

unité départementale d'Ille et Vilaine  
10, rue Maurice Fabre  
L'Armorique  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 8 août 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SMICTOM DES PAYS DE VILAINE**

La lande de Libourg + Le Biffoué  
35580 GUIGNEN

Références : AIOT 55 15489

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2022 dans l'établissement SMICTOM DES PAYS DE VILAINE implanté La lande de Libourg + Le Biffoué 35580 GUIGNEN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SMICTOM DES PAYS DE VILAINE
- La lande de Libourg + Le Biffoué 35580 GUIGNEN
- Code AIOT dans GUN : 0005515489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La plateforme de compostage mélange des déchets verts et des biodéchets (déchets ménagers alimentaires) en vue de leur transformation en compost suivant un processus de fermentation puis de maturation. Ces processus biologiques et chimiques génèrent des effluents aqueux et atmosphériques dont il est nécessaire de vérifier le non-dépassement des seuils prévus dans l'arrêté préfectoral.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suivi, interprétation et diffusion des résultats
- Effluents, ouvrages d'épuration, rejet au milieu
- Conception des installations
- Conditions de rejet
- Respect des volumes autorisés

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Suivi, interprétation et diffusion des résultats	Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 8.3.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Effluents, ouvrages d'épuration, rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 4.3.4	/	Sans objet
Effluents, ouvrages d'épuration, rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 4.3.6	/	Sans objet
Conception des installations	Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 3.1.5	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 8.2.1.1	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 8.2.1.1	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 8.2.1.2	/	Sans objet
Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 3.2.2	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Respect des volumes autorisés	Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 1.2.1	/	Sans objet
Effluents, ouvrages d'épuration, rejet au milieu	Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 4.3.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant maîtrise le process de transformation de la matière fournie en compost. Il est attentif à la propreté de l'installation et au maintien en bon fonctionnement des installations (aires de stockage, tunnels). On note toutefois l'absence d'actions d'amélioration lorsqu'apparaissent des dépassements de seuils qui peuvent s'avérer particulièrement conséquents et ce depuis plusieurs années. On peut craindre une méconnaissance ou un oubli préjudiciable de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2014 et des observations émises par l'inspection des installations classées en 2015.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Respect des volumes autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> 2780-2-a : 38 t/j
<b>Constats :</b> Durant l'année 2021, la plateforme a réceptionné 6292 t de déchets verts et 2522 t de bio-déchets soit 8814 t au total. Il en découle un traitement journalier de pratiquement 34 t/j. En 2019, le traitement était de 37,8 t/j et, en 2018, de 36,8 t/j.  L'installation fonctionne sous le régime initial de l'autorisation or, depuis 2018, elle est régie par le régime de l'enregistrement. L'exploitant est donc invité à décider du maintien des règles qui lui sont opposables ou à leur évolution.
<b>Observations :</b> Les 38 t/j sont issues des 10000 t/an, sur 260 jours. Les 10000 t sont décomposées en 7000 t de déchets verts et 3000 t de bio-déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### Nom du point de contrôle : Effluents, ouvrages d'épuration, rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 4.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b> Identification des effluents L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux vannes dont le réseau est raccordé au réseau existant des eaux vannes du centre de transfert puis à la station de traitement des lixiviats de l'installation de stockage de déchets non dangereux,</li><li>- les eaux pluviales de voiries de la voie d'accès Nord et du parking non susceptibles d'être en contact avec les déchets et les composts dirigées vers le bassin tampon,</li><li>- les eaux pluviales de toiture collectées dans le bassin tampon et la citerne enterrée,</li><li>- les jus de percolation et les eaux pluviales de voirie des zones de stockage et de travail de la plateforme collectées dans la lagune avant d'être dirigées vers la station de traitement des lixiviats.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents au travers le plan des réseaux affiché mais aussi par sa connaissance des regards et des exutoires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** Effluents, ouvrages d'épuration, rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Localisation des points de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b> Débits Point de rejet n°1 Débit maximal instantané : 2 l/s  Point de rejet n°2 Débit maximal journalier : 40 m³/j
<b>Constats :</b> L'exploitant est en capacité d'indiquer la situation des points de rejet numéros 1 et 2.  Il ne connaît ni le débit maximal instantané du point de rejet n°1 ni l'équipement permettant de vérifier ce débit. Suite à l'inspection, l'exploitant a fourni un document technique du régulateur de ce point de rejet indiquant un débit de 1,2 l/s ; il respecte ainsi le débit maximal instantané de 2 l/s.  En ce qui concerne le point de rejet n°2, le bilan annuel 2021 exprime un débit maximal journalier à hauteur de 60 m³/j alors que l'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 13/05/2014 dispose que ce débit maximal est limité à 40 m³/j. L'exploitant ne peut présenter ni exposer précisément la procédure de veille quant à l'atteinte de ce débit et les mesures prises en cas de dépassement.  > L'exploitant veillera à mettre en place les dispositions nécessaires afin que le débit maximal de 40 m³/j ne soit pas dépassé. Il établira une procédure permettant de connaître rapidement tout dépassement ponctuel et de réguler celui-ci afin qu'il retrouve le débit maximal autorisé.
<b>Observations :</b> Le rapport annuel (2021) de suivi de qualité des eaux de réserve incendie fait apparaître deux non-conformités (DCO et MES). Il est envisagé que ces dépassements soient dus à la présence de compost en surface et en suspension dans l'eau du bassin. L'exploitant réfléchit à la mise en place d'une poche "incendie" en remplacement du bassin.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Effluents, ouvrages d'épuration, rejet au milieu

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 4.3.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - Température < 30° C - pH: compris entre 5,5 et 8,5
<b>Constats :</b> Le rapport de suivi de la qualité des eaux de la réserve incendie (2021) établit un pH de 6,81 et une température de 8,7°C lors d'un unique prélèvement effectué le 04/11/2021 (point de rejet n°1).  En ce qui concerne les eaux polluées (point de rejet n°1), le bilan annuel (2021) du site fait état de prélèvements ponctuels et de moyennes annuelles.  > L'exploitant doit pouvoir s'assurer du respect des pH et température, de manière continue.
<b>Observations :</b> Le rapport annuel d'exploitation (2016) expose que l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2002 a été modifié le 13 mai 2014. Ainsi, l'arrêté initial définissait que les rejets étaient autorisés du 1er décembre au 31 mai en respectant un volume journalier maximum de 40 m3/jour (lissé sur 24h afin d'éviter toutes perturbations sur le milieu récepteur). Désormais, les rejets sont autorisés du 1er novembre au 30 juin en respectant un volume journalier maximum de 60 m3/jour. Or, au 03/05/2022, l'arrêté préfectoral daté du 13/05/2014 et disponible à l'UD 35 a conservé 40 m3/jour. En son chapitre "2.4-Rejets au milieu naturel", il établit une totalité de pH conformes.  Le rapport annuel d'exploitation (2019) reprend les mêmes propos en ce qui concerne l'évolution du débit journalier. En son chapitre "2.4-Rejets au milieu naturel", il établit une majorité de pH non conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Conception des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, émissions diffuses et envols de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et autres matières en mettant en place, si nécessaire, des écrans de végétation autour de l'installation et des systèmes d'aspersion, de bâchage ou de brise-vent pour les équipements ou stockages situés en extérieur. La couverture des tas de compost stabilisé en attente d'expédition est assurée par des bâches.
<b>Constats :</b> Alors que la nécessité de bâches sur les andains, en vue de prévenir l'envol de poussières, faisait l'objet de l'observation n°2015-02 (inspection du 13 octobre 2015) et que, par courrier en réponse du 3 mars 2016, l'exploitant s'était engagé à acquérir et installer les-dites bâches, il s'avère que celles-ci ne sont pas mises en place.  De plus, à la lecture du rapport de suivi (2021) de la qualité des eaux de la réserve incendie, il apparaît que ces envols de poussière génèrent un dépassement conséquent des seuils autorisés en MES et en DCO.  > L'exploitant installera les bâches prévues pour empêcher l'envol de poussières.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 8.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> Un contrôle annuel des débits en sortie de l'installation de traitement de l'air doit être effectué en période estivale ainsi que des concentrations normalisées en hydrogène sulfuré (H2S) et en ammoniac (NH3).
<b>Constats :</b> Les seuils d'émission en H2S et NH3 sont respectés en moyenne et de manière individuelle pour chacun des biofiltres.  On notera, tout de même, que les contrôles de 2018 et 2020 ont été réalisés hors de la période estivale (article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral)  > Le prochain contrôle relatif aux rejets en hydrogène sulfuré (H2S) et ammoniac (NH3) devra se dérouler durant la période prévue.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 8.2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant fait réaliser dans un délai de 6 mois après la mise en service de l'installation de compostage, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, une campagne de mesure des concentrations maximales dans l'air au niveau des biofiltres, de l'aire de maturation et de la lagune de stockage, par un organisme compétent, selon les normes en vigueur et sur les paramètres suivants : . hydrogène sulfuré, naphthalène, nickel, 'ammoniac, acétaldéhyde, benzène, plomb Cette campagne est ensuite renouvelée tous les 5 ans.
<b>Constats :</b> L'exploitant a bien fait procéder une campagne de mesure des concentrations maximales dans l'air au niveau des biofiltres, de l'aire de maturation et de la lagune de stockage, par la SOCOTEC, organisme compétent, selon les normes en vigueur et sur les paramètres suivants : . hydrogène sulfuré, naphthalène, nickel, 'ammoniac, acétaldéhyde, benzène, plomb. En conclusion, le prestataire préconise une contre mesure du Nickel en entrée et sortie du biofiltre en raison d'un dépassement 15 fois supérieur au seuil.  Il apparaît que le seuil de naphthalène est lui aussi dépassé mais en proportion bien moindre ; coefficient multiplicateur de 1,06.  > L'exploitant doit procéder à une nouvelle campagne, telle que préconisée par l'organisme compétent afin de trouver la source du problème d'émission de Nickel et de le résoudre. En parallèle, il devra trouver une solution pour réduire l'émission de naphthalène en-deça du seuil admissible.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 8.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.2.1.2 - Surveillance des odeurs Une campagne de mesure des débits d'odeurs sera effectuée dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en service des nouvelles installations puis tous les trois ans par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.  Cet article complète les dispositions de l'article 54 de l'AMPG du 20/04/2012
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni le rapport de la campagne de mesure menée les 3 et 4 novembre 2021. Les résultats d'olfactométrie ont concerné le produit fini et en maturation et en fermentation mais aussi le stockage de déchets verts broyés et la lagune. Il n'est pas fourni de conclusion quant au respect de la limite de 5uoE/m3 dans un rayon de 3000 m (article 3.1.3).  > L'exploitant doit obtenir de la part du bureau d'études une conclusion quant au respect de la limite de 5uoE/m3 dans un rayon de 3000 m.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Conditions de rejet**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, installation de traitement des effluents gazeux
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents gazeux collectés au niveau du bâtiment de fermentation sont canalisés vers deux biofiltres dont le débit d'extraction est d'environ 6800 m3/heure chacun.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter les éléments permettant de s'assurer du respect du débit de chacun des biofiltres.  > L'exploitant doit pouvoir s'assurer, par tout moyen, du bon débit d'extraction de chacun des biofiltres.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Suivi, interprétation et diffusion des résultats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/05/2014, article 8.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit avant la fin du premier trimestre de chaque année un rapport de synthèse, relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 8.2 du présent arrêté, de l'année précédente. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier, cause et ampleur des écarts), des modifications éventuelles du programme d'autosurveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues ainsi que de leur efficacité. Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans. L'inspection des installations classées peut en outre demander la transmission périodique de ces rapports ou d'éléments relatifs au suivi et à la maîtrise de certains paramètres, ou d'un rapport annuel.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni les rapports d'activité du site pour les années 2018, 2019 et 2021. Chacun de ces rapports établit un constat, une interprétation des résultats et des propositions d'amélioration ; ces dernières se concentrent sur le process et n'évoquent pas les thématiques environnementales.  Or, à leur lecture, il apparaît : - soit l'absence d'analyse de la consommation d'eau soit un dépassement significatif de celle-ci au regard de l'arrêté préfectoral (article 4.1.1) : coefficient multiplicateur de 5,2 (2019) et de 4,5 (2021); - pour le bassin d'incendie (bassin tampon), des valeurs de matières en suspension (MES) jusqu'à 6,6 fois supérieures à la concentration autorisée et des valeurs en demande chimique en oxygène (DCO) jusqu'à 25 fois le seuil autorisé (article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral). Pour aucune de ces thématiques, une disposition n'est proposée pour respecter le seuil.  > L'exploitant doit porter un avis critique sur les données qui lui sont fournies. Il mettra rapidement en œuvre des actions correctrices permettant de ne pas dépasser les seuils prescrits aux articles 4.1.1 et 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 13/05/2014.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription